

Pérou

La cause principale du coup d'Etat militaire: les progrès de la guérilla

Dans la nuit du 5 au 6 avril, le président péruvien Fujimori a effectué un coup d'Etat. Appuyé par l'armée, il a dissout le parlement et s'est attaqué au pouvoir judiciaire. A ce moment précis, notre collaborateur Paul Lever se trouvait sur place. Une première impression.

Lundi matin 6 avril, Ayacucho. Depuis quelques jours, nous traversons le territoire libéré. Ici, l'ancien Etat péruvien a pris fin. A l'entrée du territoire, une région montagneuse à une altitude de quelque 4.000 mètres, il y avait même un véritable contrôle de passeports. La République populaire du Pérou prend forme.

Aujourd'hui, Lima semble tout à coup beaucoup plus proche. Via la radio, nous apprenons que Fujimori a dissout le parlement. Cela conduit à des scènes dramatiques: des parlementaires qui supplient de pouvoir garder leur téléphone, leur secrétaire.

Les militaires se déploient dans la ville de Lima. Des rédactions de journaux sont occupées, des stations de radio réduites au silence, 21 journalistes arrêtés. Des chars interdisent l'accès aux locaux des partis politiques.

Fujimori invoque, comme raison pour son coup d'Etat, l'inefficacité du parlement et la corruption de la justice. Les véritables raisons sont ailleurs.

Progrès de la guérilla senderiste

Le seul fait que nous pouvons circuler avec un équipe de journalistes en territoire libéré et que nous ayons pu entrer sans difficultés, en dit long. Les dernières semaines, nous avons pu constater dans la capitale Lima que la progression de la guérilla est remarquable.

Le dimanche 29 mars, nous avons visité le bidonville La Raucana. Tout le monde sait au Pérou, et hors du Pérou, que le Parti Communiste du Pérou, appelé également Sendero Luminoso, contrôle ce quartier. Le parti a même fait de La Raucana sa carte de visite. Les 5.000 habitants du quartier, travaillant sous sa conduite, ont construit, en deux ans, une bonne infrastructure, que d'autres quartiers ont mis vingt ans à réaliser. En 1991, l'armée a occupé La Raucana. Lorsque nous nous présentons à l'une des entrées du bidonville, quelques soldats nous interpellent. Mais quelques secondes plus tard un groupe d'habitants du quartier accourent. Les soldats sont purement et simplement poussés sur le côté et nous pouvons commencer notre repor-



Tanks devant le palais de justice de Lima

tage. A la sortie du quartier, même scénario. Un soldat, l'arme à la main, doit accepter contre son gré que nos camarades péruviens nous accompagnent jusqu'au bus. Pas question qu'il nous contrôle.

Mardi 31 mars, la Cantuta, l'unif de Chosica. Comme toutes les autres universités, elle est occupée par l'armée. A l'entrée, les soldats oublient de nous contrôler. Nous apprenons par la suite que ces soldats, qui sont sensés surveiller les étudiants, sont obligés de demander à manger à ces derniers. Le même jour, nous participons à une manifestation organisée à 23 heures de la nuit par les habitants du quartier Mariategui dans le quartier populaire de San Juan de Lurigancho. Les gens du quartier manifestent avec Sendero pour revendiquer de l'électricité, de l'eau et des égouts...

Jeudi 2 avril, San Cosme. C'est une des collines de Lima. Selon la presse locale, elle sert de tour de contrôle pour Sendero. Dans les petites ruelles étroites et sombres de ce quartier, l'un des plus anciens bidonvilles de Lima, les drapeaux rouge vif du parti attirent d'autant plus le regard. Ils flottent partout devant les façades, au centre médical... Avec les camarades de Sendero, nous visitons les Cuisines populaires, les réfectoires (comedores populares). Le responsable local du parti, désire encore transmettre un message devant la caméra. Nous lui demandons si ce n'est pas dangereux. «C'est le progrès que nous avons réalisé», répond Leon. D'autres camarades acquiescent: ici, la police n'entre

qu'en hélicoptère.

Fujimori glisse vers le facisme

Au Pérou, le grand débat c'est celui de l'approche de la guerre. Car il est clair pour tout le monde qu'on est en guerre.

Certaines parties de la bourgeoisie et ses représentants au parlement veulent que l'approche militaire soit liée à une approche civile. L'un des points litigieux entre Fujimori et le parlement dissout était l'enjeu des Rondes urbaines. Le parlement voulait que ces milices urbaines dirigées contre Sendero soient placées sous le contrôle des autorités locales. Fujimori et l'armée voulaient, quant à eux, que les Rondes Urbaines restent sous le contrôle de l'armée, tout comme les Rondes rurales.

L'échec de la «gauche» parlementaire dans ses tentatives d'isoler les communistes dans les quartiers populaires, a sans aucun doute joué un rôle. Dans cette ceinture rouge autour de Lima, la progression de Sendero est la plus claire. Un petit exemple.

Dans le quartier Villa El Salvador, la tendance Moyano voulait recréer l'association locale des organisations populaires (CUAVES). Des 120 dirigeants, seulement 54 ont accepté, et seulement la moitié d'entre eux étaient présents à l'appel pour appliquer, sous la protection de la police, la «perestroïka à la péruvienne». La majorité a refusé d'accepter cette «fraction Moyano» dans ses locaux. La justice constituait une autre

Pierre d'achoppement et peut-être l'attitude de la justice a été l'une des principales raisons directes du coup d'Etat.

Le 20 mars, la Cour suprême avait acquitté le président de Sendero, Abimael Guzman (Presidente Gonzalo), accusé d'une dizaine de meurtres et d'une trentaine d'attentats. Le lendemain, on a fait savoir que 100 senderistes seraient libérés bientôt, parce qu'ils ont écopé leur peine ou par manque de preuves. Fujimori a fait un point d'honneur à refuser leur libération: «Je n'admet pas que le pouvoir judiciaire dise purement et simplement: il n'y a pas de preuves. Je n'accepterai jamais que le travail des groupes antiterroristes, de la police et de l'armée soient totalement réduits au néant par le pouvoir judiciaire.»

La constitution ne permettait pas à Fujimori de s'en prendre au pouvoir judiciaire. Le parlement était disposé à chercher des issues, mais pas assez vite selon le président. D'où le coup d'Etat.

Faillite de la voie parlementaire et perspectives révolutionnaires

Le coup d'Etat n'a guère provoqué de remous au Pérou. Pas de manifestations, pas d'actions. Fujimori avait très bien compris que le parlement n'était pas aimé du peuple. Il formait donc une cible facile. Les douze dernières années, le parlement n'a rien apporté à la population. Pour les révolutionnaires, la situation n'est pas défavorable.

Sans doute une partie des masses applaudira-t-elle Fujimori parce qu'il s'en est pris au parlement tant méprisé et aux juges corrompus. Mais le désenchantement ne se fera pas attendre.

Fujimori ne mettra fin ni à la corruption, ni au gaspillage. La dette étrangère pèse lourd dans l'estomac des 12 à 15 millions de pauvres. Lorsque, dans quelques mois, il sera clair que ce poids n'est pas prêt de s'alléger, le peuple pourra faire le bilan de 12 années de promesses, ainsi que celui de 12 années de lutte du parti communiste. Les communistes sont les seuls à sortir indemnes de ce coup d'Etat. Les rares manifestations qui se sont déroulées à Lima étaient le fait des Senderistes, qui ont entre autres attaqué et détruit plusieurs commissariats. Dans le quartier Villa El Salvador, une cinquantaine de combattants étaient impliqués dans une telle attaque. Ils ont effectué leur travail. Ils ont fait sauter le commissariat avec une charge de 100 kg d'explosifs.

Aussi, la principale critique émise par les parlementaires contre le coup d'Etat, c'est qu'il fait le jeu des révolutionnaires de Sendero. Sendero sort de cette crise comme une évidente alternative.

Les anti-impérialistes en Belgique devront aussi faire des choix: soutenir un système qui produira toujours des Fujimori, ou soutenir les révolutionnaires qui veulent radicalement en finir avec 500 ans d'exploitation.

PAUL LEVER

A la fin de la semaine dernière, plusieurs avocats ont été arrêtés à Lima. Certains d'entre eux sont membre de l'association des Avocats Démocrates du Pérou: Jorge Vargas, Rodolfo Martel, Violeta Rogue, Luis Castillo, Luz Villanueva. Plus de vingt autres avocats sont recherchés.

L'armée s'apprête également à assaillir les prisons. Les avocats craignent un nouveau bain de sang. (En 1986, le présent de l'époque, Alan Garcia, a fait assassiner 300 senderistes dans les geôles de la capitale). On nous annonce également que les juges se masqueraient désormais au tribunal, que les condamnés ne seraient plus désignés que par un numéro, et que les avocats ne seraient autorisés à défendre qu'une seule affaire de terrorisme. Des centaines d'inculpés se trouveraient ainsi sans défense judiciaire. L'armée veut également réintroduire la peine capitale. Sans doute une affaire que les avocats belges prendront à coeur en élevant leur voix de protestation.